



ROYAUME DE BELGIQUE

Service public fédéral

**Affaires étrangères,
Commerce extérieur et**

Coopération au Développement

Réponses des acteurs

Evaluation du financement climatique international

Comment la Belgique relève-t-elle le défi climatique mondial dans les pays vulnérables ?

Contenu

Introduction.....	3
1 Réponse de la DGD et du Service Climat.....	4
2 Réponse d'Enabel.....	13
3 Réponse de BIO.....	20
4 Réponse des ACNG.....	27

Introduction

En septembre 2021, le Service de l'Évaluation spéciale (SES) a publié le rapport final de l'évaluation du financement international du climat par le gouvernement fédéral belge de 2013 à 2019.

L'évaluation a examiné le cadre (réglementaire, politique et opérationnel), les canaux et les instruments utilisés pour atteindre les objectifs du financement fédéral du climat.

Ce document contient les réponses détaillées aux recommandations des acteurs impliqués:

- de la Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD) ;
- de l'Agence belge de Développement (Enabel) ;
- de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) ;
- la réponse conjointe des fédérations, à savoir ngo-federatie, ACODEV et Fiabel.

Les réponses ont également été incluses sous forme résumée sur notre site web et dans le rapport annuel (mars 2022) du Service de L'Évaluation spéciale.

Le fait de répertorier les réponses des acteurs permet également d'en assurer le suivi par la suite.

1 Réponse de la DGD et du Service Climat

Réponse générale à l'évaluation

La DGD (SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement) et le Service Climat (SPF Santé publique, Sécurité Alimentaire et Environnement) se félicitent de l'évaluation indépendante de la politique de financement climatique « *Comment la Belgique relève-t-elle le défi climatique dans les pays vulnérables ?* » menée par le Service de l'Evaluation spéciale. Cette évaluation s'est concentrée sur le financement climatique international fourni par l'Etat fédéral belge entre 2013 et 2019 et a examiné le cadre, ainsi que les instruments utilisés pour mettre en œuvre les objectifs climatiques. Les résultats fournissent un retour d'information et des idées pertinentes pour aider la DGD et le Service Climat à tirer des leçons organisationnelles et renforcer l'efficacité et la cohérence de leur politique de financement climatique, ainsi que le suivi des organisations partenaires. Ceci est spécialement utile dans le contexte d'une croissance des moyens alloués par la Belgique au financement climatique international.

La DGD et le Service Climat sont particulièrement conscients de l'urgence climatique. Dans un souci de cohérence de la politique, les changements climatiques ne doivent par ailleurs pas être considérés séparément des autres défis environnementaux et du cadre plus large de l'Agenda 2030 pour le Développement durable.

La DGD et le Service Climat se félicitent de la constatation faite par l'évaluation que le financement climatique de la Coopération au Développement belge répond aux besoins des pays partenaires. L'évaluation conforte un certain nombre de choix faits de longue date par la DGD, en particulier l'accent résolu mis sur l'adaptation et les pays moins avancés.

La DGD et le Service Climat prennent bonne note de la nécessité de clarifier davantage les priorités de l'action climatique et de fournir davantage d'orientation et des ressources suffisantes aux acteurs du financement climatique. Dans ce but, la DGD élaborera une stratégie, en concertation avec le Service Climat du SPF Santé publique, Sécurité alimentaire et Environnement et les autres acteurs. Les moyens humains seront adaptés pour répondre davantage aux mandats. Des mesures seront prises pour un meilleur échange des connaissances et diffusion de l'expertise.

La DGD et le Service Climat partagent l'objectif de s'appuyer davantage sur l'expérience et les meilleures pratiques du terrain et les domaines où la valeur ajoutée des acteurs belges est reconnue. A cet effet, la DGD poursuivra ses efforts d'intégration du climat dans les activités de la coopération au développement, en maintenant l'accent sur l'adaptation et les pays moins avancés (PMA). Une Plateforme Climat sera établie afin de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. L'approche territoriale sera favorisée dans l'élaboration des portefeuilles d'actions climatiques, en s'appuyant sur l'expérience développée dans le Programme climat au Sahel, qui vient d'être approuvé et sera prochainement mis en œuvre. La Belgique veillera à renforcer les entités supervisant l'action climatique dans les pays partenaires et contribue, dès l'exercice budgétaire 2021, à des institutions et fonds qui

poursuivent cet objectif, tels que le NDC Partnership, le Programme Climate Promise du PNUD et le Secrétariat de l'UNFCCC.

Le *modus operandi* opérationnel de l'action climatique belge sera renforcé. La DGD cherchera à améliorer les procédures d'intégration du climat en s'appuyant sur les outils existants, dont l'usage sera optimisé.

Concernant le développement de mécanismes de financement spécifiques, le programme 6 du budget de la coopération a d'ores et déjà été renforcé en 2021 et davantage en 2022. Ce programme continuera à être largement consacré à des financements concernant le climat spécifiquement.

La mise en place d'appels à projets spécifiques pour les organisations de la société civile et la création d'un Fonds belge spécifique pour le Climat peuvent, le cas échéant, également être envisagés, mais se heurtent à un certain nombre de difficultés, notamment liées à la nécessité d'éviter la dispersion des efforts et de maintenir la cohérence de la coopération au développement, à la provenance des ressources ou à la diversité des parties prenantes potentielles. Ces questions devront être tranchées au niveau politique.

La DGD et le Service Climat souscrivent à l'objectif d'amélioration de l'accès à une expertise climatique spécifique et de terrain. Ils encourageront les échanges sur l'action climatique au niveau des acteurs de la coopération internationale belge, tant en Belgique que dans les pays partenaires.

La DGD tiendra compte, dans l'élaboration de sa stratégie, de la nécessité d'encourager l'investissement du secteur privé, tout en tenant compte des spécificités de la coopération belge, cette dernière étant largement orientée vers des pays moins avancés et fragiles où le secteur privé est confronté à des défis particuliers.

La DGD s'efforcera d'améliorer la surveillance et l'évaluation des effets de ses programmes sur le changement climatique, en se basant sur les cadres existants. Vu la diversité des acteurs du financement climatique, le développement d'un cadre spécifique de suivi et d'évaluation semble peu réaliste.

La DGD et le Service Climat tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué à cette évaluation, qui permettra aux acteurs belges du financement climatique international de mieux cibler et renforcer leur action.

Réponse aux recommandations

Aanbeveling	Management response aanvaard, deels aanvaard (+ argumentatie), niet aanvaard (+ argumentatie)	Doelstelling	Volgende stap, activiteit, beslissing	Datum of uitvoeringstermijn	Bevoegde dienst(en) en/of perso(o)n(en)
Recommendation 1: Clarify priorities and provide guidance and adequate resources to development actors involved in climate action	Aanvaard	Er wordt een klimaatstrategie geformuleerd en menselijke middelen worden in lijn gebracht met het mandaat/de ambities van de federale overheid en meer specifiek de bijdrage daaraan van de Belgische, federale ontwikkelingssamenwerking..	Zie hieronder.	Idem.	Idem.
R1.1: Strengthen strategic guidance by defining a Belgian climate action vision and related criteria	Aanvaard	DGD formuleert in samenwerking met de Dienst Klimaat van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (hierna: Dienst Klimaat) en in dialoog met alle actoren een klimaatstrategie met als vertrekpunt o.a. NDC's, NAPs, LTS (long term strategies) om het klimaatbeleid van de Belgische federale ontwikkelingssamenwerking voor alle actoren te actualiseren en te verduidelijken.	(1) Intern overleg binnen DGD en met de Dienst Klimaat -op basis hiervan theory of change verfijnen (2) Overleg met alle andere actoren van de Belgische ontwikkelingssamenwerking (BIO, Enabel, Federaties) (3) Uitwerken van een strategie op basis van de verfijnde theory of change en het gepleegde overleg	2023 (eerste semester)	MD8 en gehele DGD, Dienst Klimaat, in dialoog met alle actoren (Enabel, BIO, Federaties van de NGOS, FWI, andere institutionele actoren, platformen zoals landbouw, water, overlegstructuren zoals NGSOC).
R1.2: Rise to the global climate challenge and operationalise guidance by aligning Belgian institutions' resources with their mandate	Aanvaard	De FOD BuZa en FOD VVVL(P&O, DGD) brengen menselijke middelen in lijn met de ambities opdat MD8 en dienst Klimaat haar mandaat op vlak van klimaat-financiering optimaal kunnen uitvoeren en kunnen blijven functioneren als een expertisecentrum. Menselijke middelen worden daarbij niet alleen in aantal versterkt, maar er wordt ook gestreefd naar betere uitwisseling van kennis, expertise, goede praktijken, zowel intern als met externe actoren.	(1) Invulling van de voor MD8 voorziene posities in het personeelsplan en verdere versterking van de menselijke middelen (2) Versterking van de menselijke middelen voor opvolging van internationale samenwerking binnen de Dienst Klimaat (3) Het netwerk van klimaatexperts binnen en buiten de DGD wordt versterkt zodoende dat aanwezige expertise maximaal gevaloriseerd wordt. Hiertoe wordt een klimaatplatform opgericht met daarin de Belgische ontwikkelingsactoren, aangestuurd door DGD en dienst Klimaat. (4) Er wordt nagegaan of en hoe (het toekomstige kader van) <i>Policy Supporting Research</i> (PSR) een bijdrage kan leveren aan deze aanbeveling omtrent de versterking van menselijke middelen. (5) De samenwerking tussen DGD en Dienst Klimaat in het kader van klimaatfinanciering wordt versterkt	2022-2023 Oprichting van platform kan gebeuren bij start consultatie-proces over de strategie?	P&O van beide FODs, DGD, Dienst Klimaat

Recommendation 2: Be strategic by leveraging Belgian operational field experience, best practice and recognised added value	(Deels) Aanvaard. (zie hieronder)	DGD behoudt haar focus op adaptatie en Least Developed Countries (LDC), blijft inzetten op mainstreaming van klimaat binnen bredere OS-acties, valoriseert terreinervaring, promoot – waar relevant – een territoriale benadering, en zet sterker in op institutionele versterking.	Zie hieronder.	Zie hieronder.	Zie hieronder.
R2.1: Maintain focus on adaptation, LDCs and mainstreaming climate action within general development action	Aanvaard Integratie van klimaatacties binnen OS en de focus op armoedebestrijding zijn essentieel. Klimaatacties dienen coherent te zijn met deze algemene benadering.	We behouden een focus op adaptatie en op de armste landen (LDC). In de eerste plaats wordt beoogd om klimaatactie te <i>mainstreamen</i> binnen acties van ontwikkelingssamenwerking, vervolgens blijft specifieke steun voor klimaat aanpassing in ontwikkelingslanden behouden, naast steun voor een transversale, institutionele versterking van het klimaatbeleid in de partnerlanden.	In het kader van R1.1 over het ontwikkelen van een strategie zal DGD, in samenwerking met dienst Klimaat, overleg plegen met verschillende actoren. De (complementaire) rollen die de verschillende actoren in de Belgische visie kunnen spelen zullen tijdens deze discussies verduidelijkt en verdiept worden. De klimaatdimensie wordt van bij de start van uitwerking van samenwerkingsprogramma's meegenomen	Deze focus behouden is een continu proces. Voor wat betreft de strategie: 2023 (tweede semester) (Zie R1.1).	MD8 en gehele DGD, Dienst Klimaat, in dialoog met alle actoren (Enabel, BIO, Federaties van de ANGS).
R2.2: Capitalise on Belgian developmental field experience to provide examples of best practice which can provide references to other development partners, support policy dialogue and leverage additional climate funds	Aanvaard In absoluut volume klimaatfinanciering zal België een bescheiden speler blijven op het internationaal toneel, maar we dienen wel onze troeven uit te spelen in termen van goede praktijken en specifieke focus als antwoord op de belangrijkste noden van onze partnerlanden	De DGD en Team Belgium valoriseren Belgische veldervaring en wisselen goede praktijken uit met andere ontwikkelingspartners (inclusief, in de geest van Team Europe, de EU en andere LS). Deze input vanuit de praktijkervaring wordt gebruikt voor de beleidsdialoog, ondersteunen Belgische positie in multilaterale klimaatfora en zou moeten bijdragen tot een versterkte toegang van de partnerlanden tot klimaatfinanciering. Team Belgium leert ook actief van voorbeelden van anderen.	1) Oprichten van platform, conform EDUCAID e.a., voor het uitwisselen van kennis en goede praktijken tussen BE actoren 2) Uitwisselen van goede praktijken en ervaring met internationale netwerken 3) Overleg in het kader van interdepartementale provisie klimaatfinanciering wordt voortgezet 4) Er wordt onderzocht, in overleg, hoe BIO hun financieel-technische expertise beter ingezet kan worden ten gunste van klimaatacties. 5) input DGD voor Belgische positie in verband met klimaatfinanciering wordt verzekerd	Continu	DGD (MD8, D-GEO, Posten, ...), in dialoog met alle actoren (Enabel, BIO, Federaties van de ANGS). Dienst Klimaat?
R2.3: Promote a territorial approach to climate portfolio design	Deels aanvaard Waar mogelijk en relevant wordt ingezet op een ecosysteem-benadering (De portefeuille Klimaat-Sahel voorziet, bijvoorbeeld, zo een benadering). De DGD gaat, daarentegen, niet akkoord met de suggestie om zelf klimaatprofielen van partnerlanden op te stellen. Het verkiest om data en aanbevelingen van multilaterale en nationale instellingen (GEF, GCF, andere ontwikkelingspartners, partnerlanden zelf) te valoriseren en te gebruiken als basis voor eigen analyses. Waar mogelijk draagt België bij aan de	De DGD promoot waar mogelijk een ecosysteem-benadering wanneer het instructies opstelt die resulteren in klimaatacties	(1) Om maximaal rekening te houden met interlinkages zal de portefeuille Klimaat-Sahel door Enabel uitgevoerd worden op basis van een territoriale benadering (zoals gespecificeerd in de tekst van de portefeuille). (2) De NDC en NAP van het partnerland zullen dienen als vertrekpunt voor ondersteuning aan het partnerland, waar mogelijk.	Continu, bij het bijsturen of op opstellen van nieuwe portefeuilles en programmering van klimaatfinanciering	DGD (MD8, D-GEO) Enabel, NGA's, FWI's

	analyse-oefeningen die door deze instellingen uitgevoerd worden.				
R2.4: Strengthen entities overseeing climate action in partner countries	Aanvaard	DGD draagt, tezamen met Enabel, complementair aan de activiteiten van de Dienst Klimaat, en inzettend op multilaterale mechanismen, bij aan een versterking van klimaatinstituties in de partnerlanden. De rol van de civiele maatschappij wordt hierbij niet uit het oog verloren.	<p>1) Op vlak van multilaterale samenwerking dragen we in de komende jaren via volgende fondsen/initiatieven bij aan een versterking van nationale instituties:</p> <p><i>NDC Partnership Action Fund</i> (helpt partnerlanden bij de uitwerking, verfijning en uitvoering van hun NDC)</p> <p><i>UNDP Climate Promise</i> (focus op institutionele versterking in de context van rapporteringsverplichtingen)</p> <p><i>UNFCCC-secretariaat</i> Een specifieke bijdrage is voorzien voor capaciteitsopbouw in ontwikkelingslanden voor het opbouwen en verbeteren van systemen voor het monitoren van de uitstoot van broeikasgassen (inventarissen)</p> <p>Maar ook onze steun voor het versterken van de <i>science policy interface</i>, o.m. via steun aan CGIAR en UNEP draagt hier aan bij.</p> <p>2) Binnen de gouvernementele samenwerking kan verwezen worden naar een luik institutionele versterking binnen de portefeuille Klimaat-Sahel (coördinatie met nationale autoriteiten verantwoordelijk voor klimaat alsook samenwerking met regionale milieu-entiteiten). In het nieuwe programma voor de Palestijnse Gebieden zal de Palestijnse overheidsinstelling bevoegd voor Klimaat een belangrijke partner zijn.</p> <p>3) De niet-gouvernementele actoren dragen uiteraard bij aan het versterken van het middenveld die haar rol als pionier, pleitbezorger en beleidsbeïnvloeder ten volle moet kunnen spelen. Een sterk middenveld is, zeker ook voor klimaat-en leefmilieubeleid belangrijk voor het vergroten van transparantie en verantwoording van het beleid.</p>	Continu	DGD (MD8) i.s.w. Enabel, in dialoog Dienst Klimaat
Recommendation 3: Strengthen the Belgian climate action operational framework	(Gedeeltelijk) aanvaard. Zie hieronder	DGD versterkt haar operationeel klimaatkader.	Zie hieronder.	Zie hieronder.	Zie hieronder.

<p>R3.1: Strengthen practical guidance through the development of clearer climate mainstreaming procedures and specific financial mechanisms for climate action</p>	<p>Gedeeltelijk aanvaard?</p> <p>Op basis wat reeds bestaat zal DGD het aanbod van praktische tools en de opleidingsnoden in kaart brengen opdat actoren beter in staat zouden zijn om de bestaande tools te gebruiken die het best aansluiten bij hun programma('s). Aandacht zal besteed worden aan de nood om geen bijkomende lagen van complexiteit toe te voegen.</p> <p>Op basis van de in 2021 ingediende gemeenschappelijke strategische kaders en programma's van de NGO's zien we zeker vooruitgang op vlak van integratie van klimaat, maar er blijft ruimte voor verbetering.</p> <p>DGD heeft op de expertise van de dienst Klimaat kunnen steunen voor het ontwikkelen van projecten in het kader van de bijkomende middelen uit de federale interdepartementale provisie. Deze middelen worden in samenwerking tussen DGD en de dienst Klimaat geprogrammeerd.</p> <p>Wat betreft specifieke financiële mechanismes voor klimaatactie, bestaan er in programma 6 van het budget ontwikkelingssamenwerking al specifieke budgetlijnen voor multilaterale klimaatactie, ook voor projecten in de Enabel-partnerlanden. Deze werden recent, tijdens de evaluatielooptijd, nog versterkt</p> <p>Het opzetten van aparte calls voor klimaatactie en andere thematische prioriteiten voor NGO's is een piste die kan onderzocht worden. Maar verdient een meer globale discussie in coherentie met ruimere financiering van NGO's. Hiervoor ontbreken momenteel wel de nodige menselijke middelen om dergelijk proces goed te begeleiden. Bovendien is er een belangrijk nadeel aan het opzetten van</p>	<p>DGD evalueert welke praktische 'guidance' vandaag reeds geboden wordt op vlak van climate mainstreaming, hoe die effectief gebruikt wordt door de actoren, en welke lacunes alsook opleidings-noden er bestaan.</p> <p>Op vlak van specifieke klimaatfinanciering zetten we in op het goed beheer van bestaande financieringsinstrumenten met het oog op het vergroten van de toegang tot deze middelen voor de meest kwetsbare landen en gemeenschappen.</p>	<p>(1) Nagaan wat voor <i>practical guidance</i> we vandaag kunnen aanbieden aan de actoren, analyseren of en hoe zulke tools daadwerkelijk gebruikt worden (bv. binnen de programma's 2022-2026 van de NGO's?), deze analyse kan gebeuren in context van het op te richten klimaatplatform.</p> <p>(2) Op basis hiervan vormingsnoden in kaart brengen</p> <p>(3) De reflecties over het kader van PSR hieraan koppelen/Nagaan in welke mate het PSR-kader een rol kan spelen.</p> <p>4) Op vlak van bestaande of nieuwe mechanismes voor klimaatfinanciering zetten we in op het goed beheer van de bestaande instrumenten en op het verbeteren van de toegang tot internationale klimaatfinanciering van onze partnerlanden.</p> <p>5) DGD volgt daarnaast in samenwerking met de posten ook de integratie op van leefmilieu en klimaat tijdens de uitvoering van de 5-jarenprogramma's van de niet-gouvernementele actoren (iteratief proces). Dit zal gebeuren via de institutionele dialogen, bezoeken in het partnerland en bij de bespreking van verschillende verantwoordingsdocumenten. Indien nodig kunnen de veranderingstheorieën tijdens de loop van de programma's worden aangepast om beter rekening te houden met klimaatrisico's en eventuele opportuniteiten.</p> <p>6) In de toekomst zullen de aanwezigheid en kwaliteit van een analyse inzake klimaat-en milieurisico's –en opportuniteiten in GSKs en programmavoorstellen zwaarder doorwegen als criteria in de besluitvorming over de financiering van programma's van de niet-gouvernementele actoren. Daarom wil DGD samen met de actoren van de niet-gouvernementele samenwerking het leerproces rond deze thematiek verdiepen.</p>	<p>Eerste trimester 2023 (in parallel met proces om strategie op te maken)</p> <p>continu</p>	<p>DGD (MD8, D-GEO) Dienst Klimaat</p>
---	---	--	--	---	--

	<p>een aparte call: het ondermijnt de inspanningen van DGD voor het creëren van een "one stop shop" voor de niet-gouvernementele actoren en het vereenvoudigen en stroomlijnen van de bestaande procedures. Het integreren van klimaatactie in de ruimere programma's van de NGO's bevordert bovendien de coherentie met andere doelstellingen van ontwikkelingssamenwerking.</p> <p>Het opzetten van een specifiek Belgisch klimaatfonds voor actie in het Zuiden biedt voor- en nadelen, wordt best samen gezien met de oorsprong (bv. ETS-inkomsten) van de middelen, en is een politieke keuze, die aan de wetgever toekomt.</p>				
R3.2: Improve access to specific and hands-on climate expertise	Aanvaard	DGD gaat na hoe het de toegang tot klimaat-expertise kan verbeteren, rekening houdend met de verschillende rollen van DGD, de Dienst Klimaat, en uitvoerende actoren.	<p>(1) Nagaan of en hoe DGD tezamen met de actoren een netwerk van klimaatexperts kan opbouwen en onderhouden, rekening houdend met afgelopen en lopende initiatieven (KLIMOS en KLIMSEC). Zie in dit verband ook de actie R2.2: oprichten van platform, conform EDUCAID, voor het uitwisselen van kennis en goede praktijken tussen BE actoren en met internationale netwerken. Het platform of netwerk zou gefocust zijn op een aantal gerichte doelstellingen.</p> <p>(2) Nagaan welke rol het toekomstige PSR-kader hierin kan spelen</p>	Tweede en derde trimester 2022	DGD in dialoog met actoren
R3.3: Institutionalise exchanges on climate action at the level of Belgian International Cooperation actors (at Belgian and partner country level)	(Gedeeltelijk) aanvaard ...	DGD zet stappen om uitwisselingen tussen Belgische actoren over klimaat te institutionaliseren, zowel op het Belgische niveau als op het niveau van de partnerlanden en in de context van internationale netwerken.	<p>zie R3.2.</p> <p>(1) aanmoedigen van thematisch Team Belgium-overleg op niveau partnerland, ook deelname aan lokale coördinatie relevant voor klimaat/leefmilieu</p> <p>2) specifiek overleg in functie van programmatie interdepartementale provisie tussen DGD en de dienst klimaat wordt minstens tweemaandelijks (?) voorzien om de goede opvolging van de gefinancierde interventies te verzekeren</p>	continu	DGD, dienst klimaat in dialoog met actoren
R3.4: Support private sector climate investment, by clarifying strategic priorities for engagement with the private sector and supporting	Aanvaard Er zijn specifieke uitdagingen (governance, veiligheid) in de Belgische partnerlanden inzake het stimuleren van de private sector.	Zie ook uitwerken DGD-klimaatstrategie waarin dit aspect zal worden opgenomen	(1) In kader van het uitwerken van de hierboven vermelde klimaatstrategie wordt rekening gehouden met de geleerde lessen vanuit volgende initiatieven: Business Partnership Facility, Beyond Chocolate, beperkte ervaring van BIO met klimaataanpassing,		DGD (D2.4), in dialoog met BIO, maar ook actoren als Credendo, the Shift en Finexpo en Dienst Klimaat

<p>the identification of a more varied set of climate mitigation and adaptation investment opportunities suitable for private actors</p>	<p>Gezien de bestuursproblemen in de Centraal-Afrikaanse en Sahel-gebieden zijn deze regeringen slechts in beperkte mate in staat ervoor te zorgen dat particuliere acties positieve milieu- en sociale effecten hebben, daarom moet geval per geval een afweging gemaakt worden. Om de prioriteiten van het beleid van minister Kitir te integreren in de activiteiten van BIO werd een actieplan opgesteld. Een belangrijk luik in dit plan betreft de aandacht voor klimaatbeleid, waarbij een aligering van BIO's activiteiten met de doelstellingen in het Klimaatakkoord van Parijs primeert.</p>		<p>klimaatinvesteringen en instrumenten van Finexpo</p> <p>(2)opvolgen actieplan BIO</p> <p>(3) De bilaterale samenwerking speelt hier vooral in rol in termen van het versterken van een duurzaam investeringsklimaat: dit aspect wordt eveneens verdiept bij het uitwerken van de strategie</p> <p>-</p>		
<p>R3.5: Develop a climate specific monitoring and evaluation (M&E) framework</p>	<p>Deels aanvaard We erkennen dat klimaateffecten van onze programma's beter in kaart gebracht zouden kunnen worden. We onderlijnen, echter, ook de complexiteit van de Belgische context van klimaatfinanciering. Deze is niet enkel sterk gefocust op adaptatie, maar wordt ook gekenmerkt door een grote diversiteit aan actoren, type projecten, sectoren, landencontexten. Eén opvolgingskader dat klimaatresultaten van alle actoren systematisch verzamelt en aggregereert is daarom weinig realistisch. We zetten daarom eerder in op (a) het, parallel aan het strategieproces (zie R1.1), inventariseren en promoten van het gebruik van klimaatindicatoren uit <u>bestaande, ook lokaal geproduceerde</u>, kaders. (b) het versterken van de lokale M&E-capaciteiten via het versterken van het nationale klimaatbeleid. De transversale versterking van het klimaatbeleid in partnerlanden zal de capaciteit om het nationale klimaatbeleid te monitoren en te evalueren versterken en hen toelaten om beter aan de internationale rapporteringsverplichtingen te voldoen.</p>	<p>We inventariseren, in nauw overleg met alle actoren, welke klimaatgerichte indicatoren er reeds bestaan en gaan na hoe we deze maximaal kunnen valoriseren. We versterken lokale capaciteiten om klimaat-effecten op te volgen.</p>	<p>(1) Parallel versterken van het nationale klimaatbeleid en klimaatinstuties en aldus ook de opvolgings-capaciteiten (zie ook R2.4)</p> <p>(2) Inventariseren van bestaande kaders van klimaatindicatoren op vlak van mitigatie & adaptatie (kaders gebruikt door multilaterale instellingen zoals het GEF, indicatorenkader EU, de klimaat-ToC van Enabel, het SDG-kader, <u>lokale indicatorenkaders</u>, enzovoort)</p> <p>(3) Analyse van haalbaarheid opvolgingsacties (bv. verspreiden en dus promoten van inventaris,) en opvolging hiervan. Zo kunnen we parallel aan strategieproces (zie R1.1) en gebruik makend van de inventarisatie, nagaan of er voor de belangrijkste strategische doelstellingen van de strategie enkele kernindicatoren geïdentificeerd kunnen worden waarover de/een aantal actoren systematischer kunnen rapporteren.</p> <p>(4) blijvend inzetten op versterken van capaciteit van DGD op vlak van beoordeling programma's wat betreft results based management, ook wat betreft integreren van klimaatactie en specifieke klimaatdoelstellingen (zie ook aanbevelingen op vlak van versterken expertise en opleidingsnoden)</p> <p>(5) op basis van een evaluatie van de resultaten van bovenstaande acties beslissen over het uitschrijven van een bijkomende studie over een toepasbare methode voor klimaatspecifieke M&E.</p>	<p>2022-2023 + Continu</p>	<p>DGD (D0.1, MD8), Dienst Klimaat, en in dialoog met actoren</p>

Lijst afkortingen

DGD: directie-generaal ontwikkelingssamenwerking van de FOD Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

MD8: directie Klimaat en Leefmilieu van de DGD/DGM in de FOD Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Dienst Klimaat: Dienst Klimaatverandering en Leefmilieu van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en leefmilieu

BIO: BIOinvest - Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden

Enabel: Belgisch ontwikkelingsagentschap

NDC: Nationally Determined Contribution

NAP: Nationale aanpassingsplannen

NGO: niet gouvernementele actoren

FWI: federale wetenschappelijke instellingen

Partnerlanden: waar gesproken wordt over partnerlanden spreekt de managementrespons zowel over Enabel-partnerlanden als over landen waarin de niet-gouvernementele actoren/BIO actief zijn

2 Réponse d'Enabel

Réponse aux recommandations

Main recommendations in the report	Comments in the report	Actions targeting Enabel specifically (which translate the recommendations)	Management response : Accepted/ Partially Accepted (+ motivation) Rejected (+ motivation)	Priority H/M/L Date/ Deadline for implementation	Responsibility Department
<p>R1.1 Strengthen strategic guidance by defining a Belgian climate action vision and related criteria (vision, strategic guidance)</p> <p>Importance: High priority</p> <p>Concerned actor: DGD and FPS HFSCE</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C2.1 and C3.6</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Clarify among Be actors definition of what constitute climate finance; many actors ask for clarity and guidance on climate action ➤ CC tackled mainly as cross cutting factor within more classically development interventions ➤ limited attention paid to climate change, rather combined with wider environmental considerations ➤ a clear idea of what climate mainstreaming in development action means is needed. ➤ Need clear criteria to characterize shared climate related goals. ➤ Define specifically what constitutes climate action beyond more classical development actions and what distinguishes it from more general environmental action 	<p>Contribute to the elaboration of a BE climate action vision and strategy by working closely with DGD and other actors (if such a vision is developed)</p> <p>Climate action criteria need to be integrated within Enabel (and BIO's) management contracts.</p> <p>Enabel to improve climate (and environment) mainstreaming throughout project cycle (see more under 3.1)</p>	<p>Accepted, also very useful for Enabel to contribute and refer to such strategy, need to dedicate resources to follow this process. Environment and Biodiversity issues and criteria need to be part of such vision too and not be treated separately, to reflect the convergence of global climate and biodiversity frameworks and challenges underlined at COP26</p> <p>Rejected, Enabel's management contract not the appropriate tool as it is meant to define the "how" not the "what", already mentioned in the law on development cooperation (priority theme) but could be reinforced</p> <p>Accepted, see below 3.1 Enabel in favor of defining clear targets (including % of bilateral fund dedicated to CC) to facilitate mainstreaming</p>	High	<p>EST (Cities, Territories & Climate Unit (CTC) + Rural Devpt Unit + Governance Unit...) Climate Circle</p> <p>EST (Cities, Territories & Climate Unit (CTC) + Rural Devpt Unit + Governance Unit...) Climate Circle</p>

<p>R1.2 Rise to the global climate challenge, operationalize guidance and align resources with mandates (increase ambition and align resources with mandate)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: Federal Government, and Belgian actors</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C2.2, C3.1 & C3.3</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Financial tools specifically aimed at climate action carry the risk of weakening climate mainstreaming. Solutions: setting up dedicated funding windows and/or call for proposals DGD/Enabel ➤ HR challenges and gaps (notably in DGD), transaction costs... ➤ Argument to develop a dedicated ICF Belgian Fund. Consider example of LuxDev that has the mandate to act as a national implementing entity that serves the 3 ministries responsible to climate. Revenues from EU ETS scheme ➤ Belgian contribution to international funding are not earmarked > means no visibility ➤ Multilateral funding offers advantage to ensure continuity of climate action ➤ Adaptation Fund the most aligned with BE priorities ➤ GCF has not enough adaptation projects (it became a priority since then!) ➤ Least Developed Country Fund (LDCF) corresponds to BE approach ➤ Brussels Top-up to Enabel projects seen as a best practice ➤ GCF accreditation time consuming but increase Enabel professionalism and reputation 	<p>Enabel to design and implement more climate specific related projects across its portfolios, to increase impact and demonstrate, confirm BE engagement</p> <p>Enabel to keep pursuing efforts to attract additional international climate finance in view of increasing impact and scaling up Belgium climate financed actions (e.g. through Adaptation Fund, LDCF, GCF) in line with its GP strategy</p> <p>Enabel to strengthen dialogue and cooperation with BE regional entities to promote coherent and complementary actions (eg via top-up mechanisms or similar)</p>	<p>Accepted, will depend on BE policies, strategies and funding levels available on the long term. Enabel supports strongly the idea of implementing more climate specific projects in order to develop & use Belgian (public & private) expertise and increase visibility on Belgian climate action. A high level of Belgian ambition for climate is needed and will be supported by Enabel. This should be emphasized in the letters of Instruction</p> <p>Accepted, efforts ongoing to be pursued with the support of "Team Belgium", it will be crucial to be able to use Belgian funding as contribution to attract/leverage international financing, creating a dedicated climate fund/budget could be a useful strategy</p> <p>Accepted, engagement and communication ongoing, requires coordination with Cabinet and DGD</p>	<p>High</p> <p>High</p> <p>High</p>	<p>Enabel Management Board (strategy) EST CTC + Global Partnership Dept (implementation)</p> <p>Global Partnership Dept + EST</p> <p>GP and climate circle</p>
---	---	---	---	-------------------------------------	--

<p>R2.1 maintain focus on adaptation, LDC's & mainstreaming climate action within general development action (focus on adaptation, LDC & mainstreaming ...)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: DGD and Belgian development cooperation operators</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C1.1 & C1.2</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ coherent for Belgium to pursue its policy of prioritising climate mainstreaming within larger development dynamics and action rather than focus on climate specific action. ➤ Beneficiaries appreciate grant and flexibility of Be cooperation ➤ GCF not sufficiently on adaptation and burdensome procedures tend to exclude smaller projects and accredited entities > consider Adaptation Fund and Least Development Country Fund (LDCF) 	<p>Enabel to continue working in LDCs (PC), and focusing on adaptation, including for GCF projects, (while not excluding mitigation, such as work on RE, EE, Green Economy)</p> <p>Enabel to conduct a study to assess opportunities/relevance of being accredited or working with other multilateral climate funds (AF, GEF...) in line with its GP strategy</p>	<p>Accepted, efforts ongoing and to be pursued. Requires clarification on the complementary actions related to mitigation supporting the 'do not harm' policy (e.g. support to ER, EE, Green economy in related Enabel activities, such as in agriculture, support to private sector or promotion of green architecture)</p> <p>Accepted, a study/assessment could be conducted, in addition to Enabel's commitments with GCF, more links to be developed between Belgian multilateral and bilateral climate strategy/funding</p>	<p>High</p> <p>High</p>	<p>Enabel's management board & climate circle</p> <p>Global Partnership Department</p>
<p>R2.2 Capitalize on BE development cooperation field experience to provide examples of best practice which can provide references to other development partners, support policy dialogue and leverage additional climate funds (capitalization of best experience to use as lever)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: DGD and Belgian development cooperation operators</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C1.2, C1.3 & C3.1</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Belgium is present in most of the major thematic areas related to CC except for transport and with few exceptions in urban development, but this should change as sustainable cities has identified ➤ 50% of CC actions on agri, which correspond to adaptation ➤ Although Belgian financial means may not be sufficient for it to directly become a dominant climate actor through the size of its international climate finance, the quality of its climate related interventions should enable it to significantly influence climate action dynamics ➤ Be coop actors appreciated for: extensive field experience, nurturing close contacts with local partners and offering detailed knowledge of local context. They are also recognized for their flexibility 	<p>Enabel to develop & share more communication tools and products showing quality climate practices (across all thematic areas) and pursue efforts on capitalization that can help consolidate BE position on international climate finance scene</p> <p>Enabel to contribute to and help organize climate related events (i.e. Climate days, JWF, COP side events...) together with DGD, cabinet and other BE actors – also relevant for R 3.3</p>	<p>Accepted, efforts ongoing and to be pursued, HR resources to be dedicated to climate related capitalization/communication actions</p> <p>Accepted, several actions to be planned and resources to be dedicated</p>	<p>High</p> <p>Medium</p>	<p>EST (implementation) Management Board (allocation of HR)</p> <p>EST - Representations</p>

<p>R2.3 Promote a territorial approach to climate portfolio design (territorial approach)</p> <p>Importance: Medium priority Concerned actor: Belgian development cooperation operators, particularly Enabel and NGA & IA, as well as national counterparts and partner governments</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C1.2, C1.3, C3.1 & C3.4</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Territorial approach are adapted to CC action as promote systemic work favorable to multi- sectoral challenges, favor participation of local communities, are inherent to effective implementation of low carbon & resilient models 	<p>Enabel to continue promote integrated territorial approaches, IWRM and other integrated natural resources management in its new portfolios and interventions and ensure links with relevant TEI either national or regional</p>	<p>Accepted, already the case for Climate Sahel portfolio, Enabel strongly supports the need for more alignment/synergy with European financed actions on climate, Belgium to be more visible on European climate scene, possibility to valorize bilateral climate projects is a strong signal to attract European financing for climate Enabel to liaise with Finexpo and Bio to coordinate joined efforts with a geographical focus, which may require adapting the mandate/tools</p>	<p>Medium</p>	<p>Climate circle EST Rural Devlpt unit + CTC Unit + PSD Unit</p>
<p>R2.4 strengthen entities overseeing climate action in partner countries (support national entities)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: FPS HFSCCE, Enabel, NGA & IA</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C1.4 (and to a lesser extent C1.1 & C3.4)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Reference to NDC, NAP, NAPA of partners countries not sufficiently made in BE development of action ➤ partner countries priorities do not always correspond to best practice in climate action ➤ Weak collaboration among agencies within partners countries ➤ We recommend continuing using multilateral channels not only from a scaling-up climate finance perspective, but also to respond to the knowledge & capacity building need at the partner country level. With Enabel being accredited to the GCF, they could play a vital role in this process. 	<p>Enabel to more systematically involve, consult and support national entities involved in and responsible for climate policies and actions, notably in collaboration with SPF Health & Env and in line with its strategies towards the NDC-partnership</p> <p>Enabel to systematically analyze and include references to NDC, NAP, NAPA when designing new portfolios</p> <p>Enabel to develop concrete relations with the NDC Partnership (become member?)</p>	<p>Accepted, efforts ongoing (in climate portfolio) and to be further pursued, Enabel strongly supports the relevance of using Belgian public expertise on climate, more HR resources are needed for international dimension of Belgian action</p> <p>Accepted, will make it a point of attention for future projects design (to integrate as key step in mainstreaming tools and methods?)</p> <p>Accepted, conditions to be examined</p>	<p>High</p>	<p>Enabel's Management Board Public expertise unit</p> <p>Formulation teams</p> <p>GP</p>
<p>R3.1: Strengthen practical guidance through the development of clearer climate mainstreaming procedures and specific financial mechanisms for climate action (climate mainstreaming and specific financial mechanisms)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: DGD and FPS HFSCCE</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C2.2 & C3.1</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Build on existing tools (eg Klimos or Env Integration Tool of Louvain Cooperation) but provide a more hands on, structured and operational toolbox than the current one ➤ Need to go beyond a checklist of issues to bear in mind – but provide practical guidance as to ways of tackling the issues and quantitative results expected to be achieved in relation to them ➤ More hands-on operational processes must be proposed to ensure greater and more concrete 	<p>Enabel to improve climate (and environment) mainstreaming throughout project cycle. If relevant, Support DGD/ in choice or development of more operational tools that can be best integrated in Enabel's project cycle (including for third party donors) a review of best existing and relevant instruments/tools is needed (ref to R1.1)</p> <p>Enabel will also promote</p>	<p>Accepted, Point taken on more systematic climate mainstreaming, tools to be reviewed and assessed. Enabel suggests that mainstreaming will be more efficient if associated to the setting of clear targets (example of EU = 30% financing dedicated to climate related actions), with efforts harmonized at EU and MS level including on use of consistent methodologies for tracking progress, for instance based on RIO markers). mainstreaming without targets risks being left out. To take forward with DGD and FPS HFSCCE.</p> <p>Accepted, To take forward at PN level and</p>	<p>High</p>	<p>EST</p>

	<p>mainstreaming, results and impact</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Present Env and Social performance standards are not granular enough to support a mainstreaming exercise at project level and are not strictly speaking climate actions ➤ Active integration of climate action from the conception of the intervention would be needed 	<p>exchanges of experiences and take part in discussions at EU level, with PN and Team Europe actors, on both climate and environment mainstreaming to increase harmonization and align approaches</p> <p>Support DGD, SPF Heath & Env and Cabinet in the thinking for the establishment of a dedicated Be Climate Fund or specific funding windows/ calls for proposals (?)</p>	<p>in relevant EU fora (eg EU-MS climate expert working group) throughout the NDICI programming and TEI, in coordination with DGD and FPS HFSCE. Strong support of Team Belgium for harmonizing efforts at EU level is needed.</p> <p>Accepted, Enabel supports the idea of specific climate windows or dedicated climate fund, including at Benelux level, to be set up (based on a thorough assessment of its feasibility, relevance etc) and is willing to contribute to this exercise</p>	<p>Medium</p>	<p>GP, EST</p> <p>Global Partnership, Finance Dept, EST</p>
<p>R3.2 Improve access to specific and hands-on climate expertise (climate expertise)</p> <p>Importance: High priority Concerned actor: DGD, FPS HFSCE, Enabel, BIO, NGA umbrella organisations (ACODEV and ngo- federatie), VLIR- UOS, ARES and APEFE</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C3.2 & C3.3 (and to a lesser extent C1.2 & C2.2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Be actors prone to mainstream CC rather than develop specific CC interventions. In consequence no full-time CC internal expertise but use of external consultant. ➤ Combining local and int CC expertise on the field is desirable ➤ Further build on expertise on GCE but also urban planning, coastal preservation, flood control as relevant looking at Be expertise 	<p>Enabel to increase climate expertise (national and international) both in Brussels and in the field</p> <p>Enabel to pursue efforts on CC training for staff HQ and field</p> <p>Enabel to ensure other key issues linked to climate action (eg biodiversity, circular economy, urban planning, etc) are also integrated in new portfolios and interventions, taking advantage of and building on existing BE expertise</p>	<p>Accepted, Enabel to see how more dedicated expertise for climate can be mobilized internally. May require additional resources</p> <p>Accepted, already on going</p> <p>Accepted, efforts ongoing to be pursued</p>	<p>High</p>	<p>Enabel's management board</p> <p>Climate circle, HR Dept</p> <p>Climate circle</p>
<p>R3.3 Institutionalize exchanges on climate action at the level of Belgian International Cooperation actors (coordination belgian actors)</p> <p>Importance: Medium/High priority</p> <p>Concerned actor: Belgian development cooperation operators (Enabel, BIO, NGA & IA and FPS HFSCE partners at partner country level; DGD and FPS HFSCE along with Belgian cooperation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ In theory Be actors are complementary and their policies coherent but coordination between Be federal actors remains ad hoc and too limited ➤ Lack of resources and interest in CC from Embassy personnel - Team Belgium remains wishful thinking 	<p>Enabel to participate in more regular and institutionalized coordination mechanisms, or committees, with BE climate actors both at Brussels and field level (Embassies)</p> <p>Enabel to further explore synergies with BIO including through the set-up of regular coordination mechanisms between two entities</p> <p>Enabel to continue collaboration and coordination at strategic level with Finexpo, as well as with three Regions</p>	<p>Accepted, Enabel strongly supports organization of such meetings and is willing to participate/co- organize</p> <p>Accepted, regular meetings already organized but could be systematized, need to define common concrete projects to develop</p> <p>Accepted, more synergies should indeed be developed regarding Belgian support to private climate sector in partner countries</p>	<p>High</p> <p>Medium</p> <p>Medium</p>	<p>EST (CTC + PSD teams) and GP</p> <p>EST (CTC + PSD teams) and GP</p> <p>EST/Climate Circle</p>

<p>operator representatives at Belgian level).</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C3.4 (and to a lesser extent C1.4 & C2.2)</p>		<p>(eg continue and strenghten top-up mechanisms or similar)</p> <p>Promote climate issues and coordination in existing fora on related topics, eg through the water platform supported by DGD, join4water universities...</p>	<p>Accepted, on-going, requires human resources</p>	<p>Medium</p>	<p>EST/Climate Circle</p>
<p>R3.4 Support private sector climate investment (private sector)</p> <p>Importance: Medium - High priority</p> <p>Concerned actor: BIO, Enabel, NGA and Institutional actors (particularly University Cooperation)</p> <p>Contextual justification or related conclusion: C3.5, C2.1 & C2.2</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Focus on climate adaptation does not correspond with support to private sector ➤ Be Climate action is weak in terms of leveraging private finance ➤ Difficulty of Bio to identify good bankable projects, difficulty of Enabel to find funding for good (smaller bankable projects!) ➤ There is significant potential for increased private sector role in climate investment, including diversifying from strong renewables engagement other sectors, particularly for adaptation. ➤ But many challenges to private sector investment in BE partner countries: LDC, vulnerable and most fragile - present unfavourable business climates which discourage private investment ➤ Enabel's latest management contract opens up possibilities to support private sector, However, Enabel seems to lack tools to do so 	<p>Enabel to work more closely with BIO (and Finexpo or other financial actors?) to develop more coherent and complementary approaches to private sector development and investments for climate action, building on respective competences and aligning mandates</p> <p>for instance: Enabel to help promote an enabling environment, identification of potential bankable projects, funding feasibility studies, quality control etc while BIO (and Finexpo) provide funding, adapted to context and size of private actors</p> <p>Enabel to explore feasibility of developing specific financial tools to support private sector climate action directly</p>	<p>Accepted, need to dedicate resources and develop expertise. As to increase complementarity and strengthen synergies, adaptation of the mandate and tools of the different agencies will be required. Would require dedicated resources</p> <p>Important to learn from other actors, (eg NL PPPs examples) and to align efforts with broader policy frameworks (eg EU Sustainable finance and taxonomy)</p> <p>Accepted, Enabel strongly agrees on the need identified and is willing to contribute to reflection and tool development</p>	<p>High</p> <p>Medium/ High</p>	<p>EST (CTC + PSD teams) and GP Enabel's Management</p> <p>EST (CTC + PSD teams) and GP</p>

<p>R3.5 Develop a climate specific M&E framework (M&E)</p> <p>Importance: Medium priority</p> <p>Concerned actor: DGD (MD8) with Enabel, BIO, NGA & IA representatives (ACODEV, ngo-federatie and Fiabel) and FPS HFSC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Limited M&E process focusing on CC Enabel 5 years impact result and development ➤ of TOC with identified indicators are good prerequisite to set-up a coherent M&E system 	<p>Enabel to develop and set-up specific criteria to Climate action in future Enabel portfolios based on consistent set of defined indicators (TOC, climate results study), aligned with BE vision and criteria if developed under 1.1</p>	<p>Accepted, climate criteria to be integrated to M&E system</p>	<p>High</p>	<p>M&E team</p>
---	--	--	---	-------------	---------------------

3 Réponse de BIO

Réponse aux recommandations

In the past year, the Special Evaluation Service of the Belgian Federal Parliament commissioned external consultants ADE and Trinomics with the support of Climact to evaluate the Belgian federal contribution to international climate finance, in particular to answer the question “How is Belgium tackling the global climate challenge in vulnerable countries?” The evaluation concerned all actors of the Belgian federal Development Cooperation, and included case studies in Senegal and Tanzania.

The evaluation’s output is an extensive report, reports on the case studies, and a “Policy Note” that summarizes the Belgian federal contribution to international climate finance, and the evaluation’s main conclusions and recommendations – in annexe to the document.

The Special Evaluation Service (SES) asks BIO to submit a management response to the key recommendations concerning BIO. It is presented below in the form of a table:

Recommendation	Management response Accepted, Partially Accepted, Not Accepted	Objective	Next Step, Activity, Decision	Timing	Departments-/Person responsible
<p>Recommendation 1.2</p> <p>“Rise to the global climate challenge and operationalize guidance by aligning Belgian institutions’ resources with their mandate”.</p> <p>Specifically on BIO: “Beyond climate mitigation through renewable energy or energy efficiency projects, BIO</p>	Accepted	The 2020-2021 External Case Study Evaluation (ESCE) of BIO was conducted over climate risks management and opportunities. From the findings and recommendations of the consultant, BIO has drafted a management response, which include some of recommendation 2.1’s elements, such as operational guidance, increase internal climate knowledge, capability and internal staff resources.	Presentation of BIO management response to the ESCE to BIO Board of Directors of 27 January. Based on the Board decision, implement the list of actions proposed by BIO.	Presentation to BIO BoD on 27/01/2022 and implementation of measures throughout 2022	Development and Sustainability Unit & CEO

<p>demonstrates limited capacity to identify climate action”</p>		<p>Regarding the alignment of resources with BIO mandate, in terms of financial means, BIO code-8 funding is sufficient to invest in climate mitigation projects (for code-5 see our response to recommendation 3.1). 2020 and 2021 were two difficult years due to the lack of renewable energy markets dynamics, covid-19 impact, and a very competing low interest rates environment where BIO has difficulties to compete due to massive concessional finance flows, especially in Africa.</p> <p>Other investments than those in renewable energy/energy efficiency are mostly in sustainable forestry projects (i.e. through FSC & FSCC certifications forestry plantations management) or in the agribusiness sector certified with sustainable schemes (organic, Fair trade, RFA,...).</p> <p>Climate action mitigation/adaptation is also implemented via the Business Development Support Fund. It provides subsidies or direct support programmes to help prospective and portfolio companies to undertake measures to mitigate their emissions or increase climate change resilience. For instance, to support the implementation of Environmental management systems and capacity building, as well as supporting clients to get certifications aiming at increasing quality and resource efficiency. More is needed in the field of climate action, and BIO is trying to further integrate climate as part of the Due Diligence process, increase climate awareness of clients and provide adequate support.</p>	<p>Presentation to the BoD of an update strategy to increase climate mitigation projects, both on-grid and off-grid.</p> <p>Prospection of agriculture/agribusiness projects that have a sustainable certification.</p> <p>Continue to raise climate as part of the due diligence process, raise awareness of clients and provide support through the BDSF when relevant.</p>	<p>Presentation to BIO BoD in Q1 2022</p> <p>Continuous</p> <p>Continuous</p>	<p>Infrastructure Investment Team</p> <p>SMEs and Private Equity Funds Investment Teams</p> <p>Investment and BDSF Teams</p>
<p>Recommendation 2.1</p> <p>“Maintain focus on adaptation, LDCs and mainstreaming climate action within general development action”</p>	<p>Accepted</p>	<p>8 out of the 18 energy projects directly funded by BIO are in least developed countries (30% of BIO’s outstanding portfolio are projects located in LDCs). Therefore, BIO is already very active in LDCs.</p>	<p>LDCs will continue to be part of BIO’ investment strategy, both for direct and indirect (through financial institutions and investment funds).</p>	<p>Ongoing- /Continuous</p>	<p>Infrastructure investment team and D&S Unit</p>

		<p>In terms of mainstreaming climate action with other stakeholders, BIO is working closely with the EDFIs, while at the Belgian level, some discussions take place with Enabel.</p> <p>Investment in climate adaptation is challenging for DFIs as this often is not commercially viable. However, BIO will seek to enhance climate adaptation prospecting (with other EDFIs) and to increase adaptation/resilience of the of BIO's clients (see recommendation 1.2).</p>	<p>BIO will continue to be in touch with Enabel to seek any opportunities to work together at project level or through the Green Climate Fund.</p> <p>Training of relevant investment staff on climate adaptation and potential investment opportunities While adaptation/resilience to climate change at project level is embedded as part of BIO's management response to the ESCE (see above, reco 1.2)</p>	<p>Ongoing- /Continuous</p> <p>Ongoing /continuous</p>	<p>CEO and D&S Unit</p> <p>Infrastructure investment Team and D&S Unit</p>
<p>Recommendation 2.2</p> <p>"Capitalize on Belgian developmental field experience to provide examples of best practice which can provide references to other development partners, support policy dialogue and leverage additional climate funds"</p>	Partially accepted	<p>As BIO's key partners for policy and strategy development are other DFIs – almost half of BIO's investments are co-investments with one or more of them – BIO will continue to work with them within the framework of the European DFIs' association EDFI (BIO CEO is currently an EDFI Board member), focussing on harmonization, cooperation in accessing EFSD+ concessional funds to be allocated in the energy field, and on developing more co-investment opportunities .</p> <p>At the Belgian level, BIO will seek to be more involved in the development and implementation of new bilateral programs with Partner countries. If climate change and renewable energy is a topic for bilateral programs, BIO will focus on the contribution of the private sector and investing in it</p>	<p>Continue to prioritize collaboration with EDFIs and DFIs to source new renewable energy projects as well as adaptation opportunities (learning from our partners)</p> <p>In the meetings of the directors of the Cabinet, DGD, Enabel and BIO, seek a stronger involvement of BIO in the bilateral programs</p>	Continuous	<p>Infrastructure investment team and D&S Unit</p> <p>BIO CEO</p>
<p>Recommendation 2.3</p> <p>"Promote a territorial approach to climate portfolio design"</p>	Not accepted	<p>BIO operates in 52 countries and has only 2 local liaison offices in Nairobi and Abidjan. Not accepting a territorial approach to climate portfolio design is not a matter of</p>	<p>BIO management response to the Climate Risks ESCE includes the review of BIO climate strategy. Focus will be on how to assess well the</p>	2022	D&S Unit and BIO's Management

Specifically on BIO: "BIO should develop climate related strategies and partnerships that can be adapted to the context and needs of its partner countries. This would limit the disadvantages associated to BIO's inability to develop a programmatic or territorial approach, because BIO has no country representatives and manages its activities through thematic teams based in Belgium".		inability but rather that this is unrealistic and not compatible with BIO's (or any DFI) way of operating to develop a territorial or programmatic approach. Whereas BIO partners with other DFIs and others to better understand target countries' context and needs, in the end it can only invest in bankable project investment applications. This effectively excludes a top-down strategic approach. What is increasingly important, is to look at climate change holistically as part of BIO investment assessment process (country, region, sector, geography,...).	climate risks/opportunities in given geographical location.		
Recommendation 3.1 "Strengthen practical guidance through the development of clearer climate mainstreaming procedures and specific financial mechanisms for climate action" Specifically on BIO: "In the case of BIO, as is apparently already being discussed, it is necessary to enable it to diversify its climate-related portfolio beyond the energy sector. It therefore needs to have the possibility of taking greater risk on its investments and lowering its return-on investment criteria as well as increasing the concessional dimension of its action by increasing its capital subsidy (code-5) envelope. So as to support this diversification, in accordance with its 2019-2023 revised strategy, BIO should develop its technical capacities in the areas of forestry, green agriculture, certification schemes, and sustainable cities".	Partially accepted	With more code-5 funds, BIO would be able to fund more climate finance projects with a higher risk and/or lower return but high development impact. However, developing further technical capacities on such specific thematic as forestry, green agriculture, certification schemes and sustainable cities is hardly possible as long as the restrictive cap on BIO's operating costs persists. Therefore, BIO is promoting a thematic specialization among DFIs, itself focusing on decent work. Furthermore, BIO invests in investment funds/financial institutions that are themselves specialized in the sectors m.a., as it is already the case today for forestry and certification schemes (including certification such as Fairtrade, RAF, organic, FSC, FSCC). "Sustainable cities" is not an investment thematic of BIO (because most of the investments in this area fall in the public investment sphere).	BIO will investigate with its shareholder to which extent it is possible to get additional code-5 for more risky but high climate projects. BIO will not further specialize itself but will continue to work with other DFIs and specialized financial institutions and fund managers on these thematic topics.	Q1 2022 Continuous	CEO Investment Department
Recommendation 3.2 "Improve access to specific and hands-on climate expertise"	Partially accepted	The processes regarding BIO's Business Development Support Fund (=BDSF = BIO's TA fund) are indeed elaborate, to ensure	Present to the BoD a leaner BDSF approval process for projects below 30k€ and for Technical Assistance	Q1 2022	BDSF Team

<p>Specifically on BIO: "It should be considered that in some cases, financial tools to support access to specific expertise are already available. However, existing tools may require a degree of procedural simplification to make them fully operational. This is the case of BIOs technical assistance fund for example, it appears to be under used because it is considered administratively burdensome, especially considering the small amounts involved".</p>		<p>compliance with the highest subsidy management standards. That said, BIO is working on simpler procedures for lower grants amount and delegation of authority to managers of Technical Assistance Facilities of investment funds.</p> <p>However, the most important issues wrt climate TA is not access to subsidies but clients that do not always know how to improve their resilience to climate change or their energy/resource efficiency. This is why as part of the investment process, climate awareness of clients should be increased, in order to materialize further climate actions, with potential support of the BDSF.</p>	<p>Facilities managed by investment funds.</p> <p>Increase climate awareness of clients during the due diligence process.</p>		<p>Investment Department and BDSF Team</p>
<p>Recommendation 3.3</p> <p>"Institutionalize exchanges on climate action at the level of Belgian International Cooperation actors (at Belgian and partner country level)"</p> <p>Specifically on BIO: "Representatives of the main Belgian development cooperation institutions active (or potentially active) in climate change (Enabel, BIO, NGA & IA, representatives, FPS HFSCE, MD8) should meet at least once every 3 to 6 months to exchange in relation to their portfolios' links with climate action. This should support closer coordination of the various Belgian development cooperation actors in pursuit of greater climate action synergies and complementarities. In view of their closer link to DGD, BIO and Enabel could envisage a specific coordination committee limited to their climate activities so as to better identify opportunities for collaboration".</p>	<p>Disagree</p>	<p>Specific meetings on climate coordination could make sense if and only if they are very operational. For BIO, when we look at a new project in a certain sector/country, our leverage on the surrounding environment of our project is inexistent. What could be interesting for us is to have access to specific expertise on specific projects. Therefore, a contact point (at the DGD?) where practical technical/political/economical information on climate could be asked would make more sense for BIO rather than a 3 to 6 months climate action meeting.</p>	<p>None.</p>	<p>/</p>	<p>/</p>

Recommendation 3.4

“Support private sector climate investment by clarifying strategic priorities for engagement with the private sector and supporting the identification of a more varied set of climate mitigation and adaptation investment opportunities suitable for private actors”.

Specifically on BIO:
“Fixing market failures (such as removing disincentives created by distortive tax systems that promote fossil fuels). Providing long-term public finance for on-lending can adjust for financial markets that fail to provide sufficient volumes of affordable, long-term debt (which is what BIO already does and could be further strengthened by providing additional concessional funding (code-5) and amended guidelines -allowing, for instance, higher code-5 investment, as it is currently limited to 3 M€ per project)”.

Partially agree

The recommendation to clarify strategic priorities for engagement with the private sector and to support the identification of private sector investment opportunities seems to be addressed more to governments than to BIO. Idem re “fixing market failures”

See response to recommendation 3.1. Increasing the 3 MN € threshold of code-5 could allow BIO to make bigger investment ticket (for infrastructure projects at least 5MN€ are needed).

Seek to increase the maximum investment ticket size for climate financing to 5MN€.

Q1 2022

CEO

<p>Recommendation 3.5</p> <p>“Develop a climate specific monitoring and evaluation (M&E) Framework”</p>	<p>Disagree</p>	<p>BIO has in place its Theory of Change and its Development Assessment and Monitoring (AME) Framework, with a set of KPIs for each investment project that are also aggregated at portfolio level.</p> <p>In view of the specificity of their scope and activities, we don't think that a common M&E Framework for all development cooperation actors should be developed. Rather, from each institutions' ToC and processes, it should be identified what is the common ground and how to better reflect at the Belgian level the efforts undertaken collectively (bottom-up approach rather than top-down).</p> <p>Wrt BIO, we work very closely with EDFI to harmonize on development impact investing best practices and we do not want to deviate from EDFI harmonization strategy and reporting, especially as the Climate and Energy Statement¹ is being implemented as from 2022.</p>	<p>None.</p>	<p>/</p>	<p>/</p>
--	-----------------	---	--------------	----------	----------

¹ [Microsoft Word - 201104 EDFI Statement on Climate and Energy Finance \(Final\).docx \(scw.cloud\)](#)

4 Réponse des ACNG

Geleerde lessen van de sector niet-gouvernementele samenwerking

Status van deze nota

In plaats van een managementrespons te formuleren op de evaluatie van de Dienst Bijzondere Evaluatie (DBE) inzake klimaatfinanciering, geven de NGO's en federaties er de voorkeur aan een sectorale respons/reactie te formuleren. Het doel hiervan is uit de evaluatie de voor onze leden de nuttigste en belangrijkste zaken te halen, en de zaken die voor verbetering vatbaar zijn. Deze nota is derhalve toegespitst op de belangrijkste lessen en aanbevelingen die nuttig kunnen zijn voor de NGO's en institutionele actoren.

Achtergrond

In oktober 2020 is de DBE gestart met een evaluatie van de bijdrage van België aan de internationale klimaatfinanciering. De evaluatie werd uitgevoerd door het adviesbureau ADE. Deze evaluatie heeft betrekking op de steun die de Belgische federale overheid in de periode 2013 tot 2019 heeft verleend. Het beoogt een antwoord te geven op de volgende centrale vraag: "Beantwoorden het kader en de instrumenten die door de federale overheid worden gebruikt om bij te dragen aan de internationale klimaatfinanciering aan de behoeften van de partnerlanden op dit gebied en hebben zij een impact die overeenstemt met de federale prioriteiten?"

Dit document is het antwoord van de koepels en federaties op deze studie.

Conclusie 1: Reactie op behoeften, toegevoegde waarde, maar onvoldoende integratie en gebrek aan specifieke aandacht voor klimaat

- C1.1 Nadruk op aanpassing, MOL's en reactie op de klimaatbehoeften en -uitdagingen van de partnerlanden
- C1.2 Toegevoegde waarde in verband met algemene knowhow en praktijken op het gebied van ontwikkelingssamenwerking, maar niet specifiek voor klimaatvraagstukken.
- C1.3 Geografische focus en territoriale aanpak bevorderen klimaatresultaten
- C1.4 Beperkte aandacht voor klimaatgerelateerde instellingen en werkzaamheden in partnerlanden

Aanbeveling 1: Verduidelijken van prioriteiten en verstrekken van duidelijke richtsnoeren en voldoende middelen aan ontwikkelingsactoren.

- R1.1 Renforcer les orientations stratégiques en définissant une vision belge de l'action climatique et des critères qui y sont liés

- R1.2 Relever le défi climatique mondial, rendre les orientations opérationnelles et aligner les ressources sur les mandats.

Reactie koepels en federaties :

Général : Point d'attention général, nous pensons qu'une attention particulière doit être portée sur la **différence entre le mainstreaming/l'intégration du climat dans les projets de développement et la mise en œuvre de projets spécifiques au climat**, et qu'il y a un risque que la concentration sur le premier dans le contexte d'un budget total d'APD qui n'augmente pas ou peu réduise la disponibilité des fonds pour d'autres objectifs de développement.

R1.1:

Proposition DGD : (En collaboration avec le Service Climat du Service Public Fédéral Santé, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement et en dialogue avec tous les acteurs, la DGD élabore une stratégie climatique basée, entre autres, sur les NDC, les NAP, les LTS (stratégies à long terme) **afin d'actualiser et de clarifier la politique climatique de la coopération fédérale belge au développement pour tous les acteurs**)

→ **Réaction coupoles :** Les coupoles accueillent positivement cette proposition et souhaitent être associées (ainsi que leurs membres actifs sur le terrain) à l'élaboration de cette stratégie et aux différentes consultations prévues avec les différents acteurs. Point d'attention quant à veiller à rester pragmatiques et efficaces dans l'organisation de tels processus, afin de ne pas surcharger les différents acteurs.

R1.2:

- **L'absence d'engagement actuel de la Belgique en matière de financement climat n'est pas cohérente** avec les négociations internationales, où les pays en développement ont explicitement déclaré le besoin de prévisibilité des financements (ce qui est également inclus dans l'Accord de Paris). Le fait que certains émetteurs historiques comme la Belgique ne soient pas clairs quant à leurs engagements (et ne contribuent pas à leur juste part, comme c'est le cas pour la Belgique) a un impact négatif sur les négociations climatiques car il affaiblit la confiance des pays en développement dans les négociations.
- Au vu du besoin de renforcement de capacité mais aussi d'échanges de connaissances et d'expertises, les coupoles et leurs membres sont disposés à appuyer et collaborer dans la mise en place d'une plateforme d'expertise.
- Nous appuyons la recommandation qui est d'avoir **recours et d'augmenter les financements vers les fonds multilatéraux** (GCF, LDCF, AF) pour le financement climat belge (p. 78-79). En effet, via l'Accord de Copenhague (2009), la Belgique s'est engagée à canaliser une partie importante du financement climat via ces fonds multilatéraux, plus spécifiquement le GCF. Nous y voyons en outre deux avantages supplémentaires: (1) le respect des accords internationaux et (2) la réponse aux attentes des pays en développement en la matière.

Voorstel DGD: Le SPF Affaires étrangères et le SPF Commerce extérieur (P&O, DGD) mettent les ressources humaines à la hauteur des ambitions afin que le MD8 et le département Climat puissent remplir de manière optimale leur mandat en matière de financement climatique et continuer à fonctionner comme un centre d'expertise. Non seulement les ressources humaines sont augmentées, mais des efforts sont également déployés pour améliorer l'échange de connaissances, d'expertise et de bonnes pratiques, tant en interne qu'avec les acteurs externes.

Aanbeveling 2: Strategisch zijn door voort te bouwen op praktijkervaring, beste praktijken en erkende toegevoegde waarde.

- R2.1 Maintenir l'attention sur l'adaptation, les PMA et l'intégration du climat dans une action générale de développement
- R2.2 Capitaliser sur l'expérience du terrain de la Coopération belge au Développement
- R2.3 Promouvoir une approche territorialisée dans l'élaboration du portefeuille d'actions climatiques
- R2.4 Renforcer les entités supervisant l'action climatique dans les pays partenaires

Reacties koepels en federaties

Général:

- Point d'attention sur l'interprétation de l'idée de "**valeur ajoutée**" (ou co-bénéfices) : les avantages de ce type de financement devraient également (et principalement) être considérés dans une **perspective plus large**, à savoir **les besoins des pays en développement et le cadre international dont le financement climat international fait partie**. Les avantages de l'accès direct et de l'appropriation des pays en développement et la prévisibilité du financement doivent être parties intégrantes de cette interprétation.
- Ces discussions doivent être liées à la question de l'**additionnalité** du financement climat par rapport au budget de l'aide publique au développement (consacrée dans différents accords internationaux, dont l'Accord de Paris). Ce principe doit être consacré tant dans l'origine des financements (développement de sources de financement innovantes, tels que les revenus issus du système d'échanges de quotas européen (SEQE)) que dans la manière dont les financements sont distribués et comptabilisés (à cet égard, les pratiques du "top-up" ou la contribution fédérale de 12 millions annuels via une provision interdépartementale sont des pratiques intéressantes).

R2.1:

- Nous appuyons largement la recommandation selon laquelle la Belgique doit maintenir **la priorité donnée à l'adaptation et aux pays les moins avancés**. Cette recommandation est notamment à analyser dans le cadre de la tendance grandissante du recours au financement privé pour le financement climat, qui comporte des risques clairs de privilégier des projets d'atténuation plutôt que d'adaptation.
- **SECORES (CSC Résilience) merkt op dat mitigatie en adaptatie afzonderlijk worden beschouwd. Een voordeel van resiliëncie in sociaal-ecologische systemen om de klimaatcrisis aan te pakken, betreft vooral ook een synergie tussen mitigatie en adaptatie.** Dit valt volgens CSC Resilience tezamen met het concept van Nature Based

Solutions. Deze zouden volgens de organisaties best meer en additioneel aandeel klimaatfinanciering verkrijgen.

Input DGD: Integratie van klimaatacties binnen OS en de focus op armoedebestrijding zijn essentieel. Klimaatacties dienen coherent te zijn met deze algemene benadering.

→ **Reactie koepels en federaties:** voir point d'attention général R1 sur "mainstreaming"

R2.2:

Input DGD: In absoluut volume klimaatfinanciering zal België een bescheiden speler blijven op het internationaal toneel, maar we dienen wel onze troeven uit te spelen in termen van goede praktijken en specifieke focus als antwoord op de belangrijkste noden van onze partnerlanden

→ **Reactie koepels en federaties:**

- **Sur les bonnes pratiques:** nous soutenons une série de choix stratégiques posés (adaptation, LDC, dons...) mais rappelons nos inquiétudes quant à la place des financements issus du secteur privé (cf. infra, R 3.4)
- **Voir point d'attention R 1.2 sur l'absence d'engagement suffisant/prévisible** de la Belgique → tout aussi important que les bonnes pratiques, la question du volume absolu se pose pour un pays comme la Belgique (tant au regard de sa capacité (notamment au regard du PNB¹, que de sa responsabilité historique). Les coupoles demandent dans ce contexte une contribution annuelle de minimum 500 millions d'euros par an².

R2.3:

Input DGD: Deels aanvaard. Waar mogelijk en relevant wordt ingezet op een ecosysteem-benadering (De portefeuille Klimaat-Sahel voorziet, bijvoorbeeld, zo een benadering). De DGD gaat, daarentegen, niet akkoord met de suggestie om zelf klimaatprofielen van partnerlanden op te stellen. Het verkiest om data en aanbevelingen van multilaterale en nationale instellingen (GEF, GCF, andere ontwikkelingspartners, partnerlanden zelf) te valoriseren en te gebruiken als basis voor eigen analyses. Waar mogelijk draagt België bij aan de analyse-oefeningen die door deze instellingen uitgevoerd worden.

→ **Reactie koepels en federaties:**

- D'accord avec la volonté de prendre en compte les recommandations et données des institutions multilatérales et des pays partenaires
- Attention à veiller dans ce contexte à tenir compte des besoins locaux en termes d'atténuation et d'adaptation et veiller à l'accessibilité du financement climat, en priorité pour les communautés locales. Avoir également dans ce contexte une attention spécifique à l'impact des changements climatiques ainsi que des politiques mises en place sur la situation des femmes et des filles et des inégalités de genre.

¹ https://actalliance.eu/wp-content/uploads/2021/01/ACT-Alliance_EU_SettingTheStandard.pdf

² <https://www.cncd.be/IMG/pdf/2020-10-cncd-11.11.11-fr-briefing-10-ans-financement-climat.pdf>

R2.4 : Renforcer les entités supervisant l'action climatique dans les pays partenaires

Les coupoles/fédérations pourraient utiliser leur présence dans les pays partenaires (via leurs membres) notamment pour soutenir l'analyse des contextes spécifiques des pays et/ou une compréhension plus détaillée et concrète des conséquences du changement climatique sur le terrain mais aussi sur d'autres problématiques locales.

Conclusie 3: Gebrek aan operationaliteit op het terrein

- C3.1 Gebrek aan kanalen, instrumenten en hulpmiddelen om klimaatspecifieke actie te ondernemen
- C3.2 Klimaatspecifieke deskundigheid niet geïnternaliseerd, maar externe capaciteiten effectief gemobiliseerd op een ad-hocbasis
- C3.3 Hoog niveau van theoretische klimaatdeskundigheid en diplomatieke capaciteit, maar minder praktische deskundigheid in het veld
- C3.4 Coördinatie en synergieën te beperkt
- C3.5 Onvoldoende bedragen opgehaald uit private klimaatfondsen
- C3.6 Gebrek aan aandacht voor evaluatie en monitoring

Aanbeveling 3: Versterken van de operationele modus operandi van de Belgische klimaatactie.

- R3.1 Développer des procédures plus claires d'intégration du climat et des mécanismes de financements spécifiques
- R3.2 Améliorer l'accès à une expertise climatique spécifique et de terrain
- R3.3 Institutionnaliser les échanges sur l'action climatique au niveau des acteurs belges de la Coopération Internationale
- R3.4 Encourager l'investissement climatique du secteur privé
- R3.5 Développer un cadre de suivi et évaluation spécifique au climat

Reacties koepels en federaties R3.1

- Il est essentiel de **rationaliser et de coordonner** les choix des différentes entités en matière de financement climat international, notamment via des accords clairs sur le rapportage et le choix de certains financements. Cela permettrait d'augmenter la transparence et la cohérence du financement climat belge.
- **Klimaatfondsen**
 - In dit verband zou het idee van een "klimaatfonds", waarin de verschillende bijdragen aan de klimaatfinanciering worden samengebracht, een interessante weg kunnen zijn.
 - Er bestaat een hoge mate aan fragmentatie en een gebrek aan een uniforme visie inzake de verschillende bijdragen aan de klimaatfinanciering. Er is nood aan degelijke criteria, en adequate tracking van alle financiële middelen die uiteindelijk bijdragen aan mitigatie, adaptatie of beiden.
- En termes de recherches, et particulièrement de recherches appliquées, les coupoles questionnent l'éventualité de faire du Centre climat fédéral un lieu stratégique pour développer cette expertise et organiser des partenariats de long termes avec les centres de recherches du pays.

R3.2: Améliorer l'accès à une expertise climatique spécifique et de terrain

Input DGD: (1) Nagaan of en hoe de DGD tezamen met de actoren een netwerk van klimaatexperts kan opbouwen en onderhouden, rekening houdend met afgelopen en lopende initiatieven (KLIMOS en KLIMSEC). Zie in dit verband ook de actie R2.2: oprichten van platform, conform EDUCAID, voor het uitwisselen van kennis en goede praktijken tussen BE actoren en met internationale netwerken. Het platform of netwerk zou gefocust zijn op een aantal gerichte doelstellingen. (2) Nagaan welke rol het toekomstige PSR-kader hierin kan spelen

→ **Reactie koepels en federaties:** (cf. R.2.2) les coupoles soutiennent cette proposition qui permettrait de 1) mettre en place un processus d'apprentissage pour les ONG/membres à partir des outils existants, 2) renforcement des connaissances et partage d'expertise, notamment via les connaissances de terrain des ONG.

Attention à:

- 1) définir clairement les objectifs et le mandat
- 2) veiller à garantir l'accès au financement climat pour les acteurs locaux

R3.3:

Input DGD: aanmoedigen van thematisch Team Belgium-overleg op niveau partnerland, ook deelname aan lokale coördinatie relevant voor klimaat/leefmilieu
→ **reactie koepels en federaties:**

R3.4 : Encourager l'investissement climatique du secteur privé

- Nous reconnaissons que le financement privé joue un rôle crucial, mais soulignons qu'il ne peut se substituer au financement public. **L'accent devrait être mis sur une croissance accrue et supplémentaire du financement public afin de combler le déficit de financement international en matière de climat** (voir l'accord de Copenhague, 2009). En raison de l'objectif de rentabilité de l'investissement, le secteur privé est plus enclin à investir dans l'atténuation ou le développement à faible émission de carbone que dans l'adaptation, et moins à investir dans les pays dits "les moins avancés" en raison du profil de risque plus élevé.
- In dit verband steunen wij de aanbeveling **om de portefeuille van BIO te diversifiëren**, met name om haar een grotere rol te geven in klimaatadaptatie (met de nodige richtsnoeren en hervormingen voor deze instelling).
- Nous soulignons l'importance des priorités stratégiques (R.3.4) du gouvernement pour l'engagement avec le secteur privé, ajoutant que celles-ci devraient **soutenir les priorités du gouvernement fédéral en matière de financement climatique** (en particulier l'accent mis sur l'adaptation et l'accent mis sur les pays dits PMA). De plus, nous rappelons que le secteur privé ne peut contribuer à la privatisation ou à la commercialisation (en tout ou en partie) des services publics et sociaux qui garantissent les droits fondamentaux, tels que l'eau et l'énergie.
- En raison d'évaluations limitées, **il existe encore peu de preuves de l'impact sur le développement de la réduction des risques par le biais de partenariats public-privé**. Par conséquent, nous soulignons l'importance d'une approche fondée sur des preuves et de l'implication des parties prenantes concernées (y compris les acteurs de la

société civile) dans le pays d'accueil dans l'établissement et le suivi de ses structures et de ses critères. Alvorens PPP's excessief te gaan promoten dienen beleidsmakers aandacht te hebben voor de capaciteit van de lokale publieke partner in het onderhandelingsproces, management en monitoring van de PPP, evenals de impact van PPP's op de lokale bevolking.³

- **Bos+** geeft aan dat over een aantal elementen verdere reflectie en uitwisseling interessant zou zijn, zowel rechtstreeks, maar mogelijk ook via GSK, over hefboomrol overheid voor meer private middelen naar adaptatie (al dan niet in synergie met mitigatie, zoals bij elementen van veerkrachtige sociaal-ecologische systemen).

Input DGD: (1) In kader van het uitwerken van de hierboven vermelde klimaatstrategie wordt rekening gehouden met de geleerde lessen vanuit volgende initiatieven: Business Partnership Facility, Beyond Chocolate, beperkte ervaring van BIO met klimaataanpassing, klimaatinvesteringen en instrumenten van Finexpo, (2) opvolgen actieplan BIO, (3) De bilaterale samenwerking speelt hier vooral in rol in termen van het versterken van een duurzaam investeringsklimaat: dit aspect wordt eveneens verdiept bij het uitwerken van de strategie.

→ **Reactie koepels en federaties:** De koepels ondersteunen het belang van een evidence based approach bij het uitwerken van een klimaatstrategie omtrent de private sector, en benadrukken het belang van middenveldorganisaties om in dit proces betrokken te worden. In functie van input (3), benadrukken we de prioriteit zoals aangehaald door FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu van een contextspecifieke en lokaal ingebedde strategie voor de private sector. Het is hierbij van belang om te bepalen op welke sectoren ingezet wordt in samenspraak met het partnerland en de relevante belanghebbenden.

3 Eurodad & Heinrich-Böll-Stiftung. (2018). How Public Private Partnerships are failing. https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/pages/508/attachments/original/1590679608/How_Public_Private_Partnerships_are_failing.pdf?15906796

R3.5:

Input DGD: Deels aanvaard. We erkennen dat klimaateffecten van onze programma's beter in kaart gebracht zouden kunnen worden. We onderlijnen, echter, ook de complexiteit van de Belgische context van klimaatfinanciering. Deze is niet enkel sterk gefocust op adaptatie, maar wordt ook gekenmerkt door een grote diversiteit aan actoren, type projecten, sectoren, landencontexten. Eén opvolgingskader dat klimaatresultaten van alle actoren systematisch verzamelt en aggregeert is daarom weinig realistisch. We zetten daarom eerder in op (a) het, parallel aan het strategieproces (zie R1.1), inventariseren en promoten van het gebruik van klimaatindicatoren uit bestaande, ook lokaal geproduceerde, kaders. (b) het versterken van de lokale M&E-capaciteiten via het versterken van het nationale klimaatbeleid. De transversale versterking van het klimaatbeleid in partnerlanden zal de capaciteit om het nationale klimaatbeleid te monitoren en te evalueren versterken en hen toelaten om beter aan de internationale rapporteringsverplichtingen te voldoen.

→ **Reactie koepels en federaties:**

De koepels en federaties ondersteunen het promoten van een bottom up based approach via 1) het gebruik van klimaatindicatoren uit bestaande, en voornamelijk lokaal geproduceerde kaders, en 2) het versterken van de lokale M&E capaciteiten via het versterken van het nationale klimaatbeleid. We voegen hier aan dat een toename in M&E capaciteiten ook gepaard dienen te gaan met een toename van de financiële, technische en personele middelen om aan de rapportageverplichtingen te voldoen.